

drogues

Réduction des risques infectieux chez les usagers de drogues

Inserm, Expertise collective, octobre 2010, 573 pages, plus un document de 92 pages qui reprend la partie de l'ouvrage intitulée « Synthèse et recommandations ». 45 euros.

La mise en évidence d'une prévalence élevée de VIH et de VHC chez les usagers de drogues a été à l'origine, dans plusieurs pays et en France, de nombreuses actions engagées par des associations et des professionnels de santé pour aboutir progressivement à des politiques publiques de réduction des risques. Le ministère de la Santé et des Sports a sollicité l'Inserm pour la réalisation d'une expertise collective, sur le thème « Réduction des risques infectieux chez les usagers de drogues » ayant pour objectif de faire un bilan des connaissances scientifiques sur les dispositifs et programmes existant au plan international, leur contexte de mise en place, l'évaluation de leur impact et les projets en expérimentation. Le

travail du groupe d'experts réuni par l'Inserm s'appuie sur les données scientifiques disponibles en date du premier semestre 2010. Le groupe d'experts a également auditionné plusieurs intervenants sur le contexte de la mise en place d'une politique de la réduction des risques en France, en tenant compte, pour être réellement efficace, des changements des pratiques (produits et modalités de consommation), des profils des consommateurs ainsi que des contextes de consommation.

épidémiologie

Surveillance épidémiologique : principes, méthodes et applications en santé publique

*Pascal Astagneau et Thierry Ancelle
Édition Lavoisier, Médecine sciences publications, février 2011, 360 pages. 59 euros.*

Cet ouvrage illustre le vaste domaine que représente la surveillance épidémiologique. Il a pour but de faire connaître les principes et l'existence des systèmes de surveillance, de fournir

des informations sur les méthodes. La première partie concerne les principes et l'organisation de la surveillance épidémiologique : historique, structure et organisation du système de surveillance en France, comparaison avec les systèmes anglo-saxons... La deuxième partie est consacrée aux méthodes : techniques d'analyse spatiale, méthodes pour la détection et l'investigation des épidémies... Les champs d'application de la surveillance épidémiologique font l'objet de la troisième partie : les maladies infectieuses, les événements indésirables associés aux soins, la santé et environnement, les maladies chroniques, les risques professionnels, les catastrophes naturelles ou industrielles... La quatrième partie présente les relations avec les politiques de prévention et de prospective, la réglementation (textes communautaires et internationaux...), les aspects sociopolitiques, la recherche et la communication publique, la surveillance et la politique de santé dans les pays en développement... En annexes, une dizaine de fiches techniques précisent et clarifient les termes employés en épidémiologie descriptive.

maladie d'Alzheimer

Ce que nous enseignent les malades d'Alzheimer

*Louis Ploton
Éditions de la Chronique sociale, 2^e édition, mars 2011, 144 pages, 14 euros.*

Cet ouvrage propose d'accorder notre attention non seulement à la maladie d'Alzheimer, mais aussi aux personnes qui en sont atteintes, sur la vie affective, la communication, l'institution... En effet, au-delà des atteintes neurologiques provoquées par cette maladie et de ses altérations, il y a une personne qui doit être reconnue comme telle. L'auteur rappelle également l'existence des proches qui accompagnent le malade au quotidien ainsi que du personnel travaillant dans les institutions et qui doit assurer la bienveillance du malade. Ainsi, après la première partie de son ouvrage consacrée à la maladie d'Alzheimer, l'auteur s'attache dans la seconde partie, dans le but de recadrer et modifier notre point de vue sur la maladie, à mener une réflexion concernant



la vie institutionnelle, la dynamique des relations entre les membres du personnel et également entre les malades qui hébergés en institution.

formation

Les internes en médecine : effectifs et répartition 2010-2014.

Le rapport 2010-2011

Observatoire national de la démographie des professions de santé, ONDPS, Tome I, rapport 2010-2011, 145 pages.

À partir des propositions des comités régionaux, l'Observatoire national de la démographie des professions de santé (ONDPS) propose, au ministre chargé de la Santé et au ministre chargé de l'Enseignement supérieur, le nombre et la répartition des effectifs de professionnels de santé à former, par profession et par spécialité, dans les cinq années à venir. Cette publication présente ainsi les propositions des vingt-trois régions, accompagnées chacune d'un argumentaire explicitant les raisons spécifiques conduisant à pour-



BRÈVES INTERNATIONALES

Mars 2011

Accès aux soins : couverture médicale dans l'Union européenne

Lors de brefs séjours dans un autre pays de l'Union européenne, toute personne peut demander une carte européenne d'assurance maladie à son organisme d'assurance maladie. Cette carte permet de bénéficier, pour la personne, du même accès aux soins de santé publique (médecin, pharmacie, hôpital...) que les ressortissants du pays. Cette carte vise à simplifier l'accès aux citoyens des 27 États membres de l'UE, d'Islande, du Liechtenstein, de Norvège et de Suisse aux services de soins de santé pendant les visites temporaires à l'étranger.

6 avril 2011

Lutter contre la résistance aux médicaments

L'OMS appelle à une action urgente et publie un ensemble de mesures que les gouvernements doivent prendre pour lutter contre la résistance aux médicaments, qui augmente. De nombreuses infections ne peuvent plus être soignées facilement et nécessitent des traitements prolongés et coûteux, avec un risque plus élevé de mortalité. Les mesures de l'OMS portent notamment sur la mise en œuvre d'un plan national doté d'un financement, sur le renfort de la surveillance et les moyens de laboratoire, sur la réglementation de l'usage rationnel des médicaments, sur la prévention des infections. Par ailleurs, l'utilisation inappropriée des médicaments favorise l'émergence plus rapide de la résistance et nombre de médicaments antimicrobiens (pour traiter des maladies comme la lèpre, la tuberculose...) sont en péril, car des niveaux élevés de résistance en menacent l'efficacité. Ainsi, en 2010, 440 000 nouveaux cas de tuberculose multirésistante ont été décelés et des cas de tuberculose ultrarésistante ont été signalés dans 69 pays.

26 avril au 2 mai 2011

Semaine européenne de la vaccination : mobilisation contre la rougeole

Lancée en 2005 par l'OMS, cette semaine a pour objectif de rappeler à la

population qu'il est important de se faire vacciner pour empêcher d'être atteint de maladies infectieuses, mais aussi d'éviter de les transmettre, réduisant ainsi les risques d'épidémie. Pour éliminer la rougeole d'Europe, il faut qu'au moins 95 % de la population reçoive deux doses de vaccin. En France, le nombre de cas de rougeole a été multiplié par 100 ces dernières années, passant de 44 cas en 2007 à 5000 cas déclarés en 2010. Or cette maladie particulièrement contagieuse ne touche pas seulement les enfants mais aussi les adolescents et les adultes, et peut parfois être mortelle.

4 mai 2011

La politique familiale face au changement démographique

« Bien que les politiques de la famille ne soient pas de la compétence de l'Union européenne, celle-ci peut néanmoins légiférer dans des domaines qui concernent la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, dans le domaine de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ainsi que dans la protection et le développement de l'enfance », peut-on lire dans l'avis exploratoire du Comité économique et social européen, le Cese. Face au changement démographique, il recommande de prendre en compte la dimension familiale dans toutes les politiques européennes et d'encourager l'échange des bonnes pratiques dans les États membres. Il suggère que 2014 devienne l'Année européenne des familles.

5 mai 2011

Produits chimiques : harmoniser la législation européenne

La Commission européenne propose, pour la protection de la santé humaine et de l'environnement, d'aligner les définitions concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des produits chimiques, avec les règles sur l'exportation et l'importation de produits chimiques dangereux adoptées en 2008 (convention de Rotterdam, sur laquelle se sont appuyés la Food and Agriculture Organization) (FAO) et l'United Nations Environment Programme (UNEP).

Les rubriques *Lectures et Brèves internationales* ont été rédigées par Antoinette Desportes-Davonneau.

suivre tel ou tel objectif (priorités de santé publique, particularités locales de l'offre de soins et ses potentialités d'évolution, accès aux soins). Deux objectifs principaux ressortent cependant des propositions régionales et de la synthèse nationale : une meilleure répartition des médecins et la priorité accordée à la médecine générale.

écologie

Pour une raison écologique

Bernard Perret

Éditions Flammarion, mars 2011,
276 pages, 18 euros.

Cet ouvrage a pour objectif de montrer les limites intrinsèques d'un développement uniquement fondé sur la marchandisation des besoins, de mettre à jour les règles sociales dirigées par la raison économique vers un nouveau modèle de développement basé sur une économie partagée, recentrée sur les biens fournis par la nature. Depuis plusieurs années, on voit fleurir des innovations sociales (autoproduction, systèmes d'échanges locaux —

SEL — troc...) dont les objectifs participent d'une stratégie de « dé-marchandisation ». Selon les cas, il s'agit de développer l'échange non monétaire ou d'aider les gens à produire par eux-mêmes ce dont ils ont besoin. Comme le remarque l'auteur, le retour à l'autoproduction offre des possibilités encore largement ignorées et, du point de vue écologique, son intérêt est de développer des réflexes de parcimonie, d'autosuffisance, de recherche de durabilité et d'entretien. Au lieu de vouloir tout faire dans un minimum de temps et dans la précipitation, il y aurait beaucoup à gagner dans une approche plus qualitative et à s'engager dans un rythme de vie plus lent, permettant de favoriser la vie sociale et d'avoir des répercussions bénéfiques sur la santé (moins de stress, de dépressions, de maladies cardiaques...). L'auteur cherche à montrer ainsi que le monde de la consommation dans lequel nous vivons fait oublier que nous sommes en interaction constante avec l'écosystème planétaire, et qu'avoir un esprit de responsabilité et de respect vis-à-vis de notre milieu de vie servirait à notre survie collective et à celle des générations futures.



Bilan et propositions de réforme de la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé

Une centaine de propositions sont présentées dans ce rapport de la mission « Faire vivre les droits des patients », qui avait pour but de dresser le bilan de l'existant : pertinence du corpus législatif et réglementaire des droits des patients (droits individuels et collectifs). D'autre part, la mission devait élaborer toute proposition visant à compléter, si nécessaire, ce corpus de droits sur certains points et à renforcer leur effectivité, leur visibilité. Ainsi, sept points saillants visant à améliorer les droits des malades ont été retenus, notamment celui de mettre en place un système de financement durable (par la création d'un fonds de la démocratie sanitaire), celui de rendre indépendante la conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CSRA) de l'ARS en la transformant en commission autonome dotée d'un financement spécifique, ou d'engager une action durable d'information auprès du grand public pour que les usagers connaissent mieux leurs droits.

Alain-Michel Ceretti et Laure Albertini, rapport, 24 février 2011,
310 pages.

http://www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/Bilan_et_propositions_de_reformes_de_la_loi_du_4_mars_2002_relative_aux_droits_des_malades_et_a_la_qualite_du_systeme_de_sante.pdf

Recommandations mondiales sur l'activité physique pour la santé

On considère que la sédentarité est le 4^e facteur de risque de mortalité au niveau mondial. Les recommandations mondiales de l'OMS sont essentiellement axées sur la prévention primaire des maladies par l'activité physique et s'adressent principalement aux

décideurs à l'échelle nationale. Ces recommandations concernent trois classes d'âge : 5-17 ans, 18-64 ans et 65 ans et plus. Une section est consacrée à chacune des tranches d'âge et comporte les informations suivantes : résumé des données scientifiques, recommandations actuelles en matière d'activité physique, interprétation et justification des recommandations formulées.

OMS, 2010, ouvrage de 60 pages.

Mise en ligne en février 2011.

http://whqlibdoc.who.int/publications/2010/9789242599978_fre.pdf

Reproduction et environnement

De nombreux facteurs génétiques, comportementaux et environnementaux sont susceptibles d'agir sur la fertilité ou sur le développement de l'appareil reproducteur humain. L'exposition aux substances chimiques, en particulier aux perturbateurs endocriniens largement présents dans l'environnement, constitue un type de risque qu'il est important d'explorer puisqu'il pourrait être maîtrisé. À la demande du ministère chargé de la Santé, l'Inserm a engagé une expertise collective pour une analyse des données disponibles sur les effets de certaines de ces substances (perturbateurs endocriniens) sur la reproduction. Un groupe pluridisciplinaire d'experts a ainsi été constitué pour faire le point sur les connaissances en épidémiologie, physiologie et biologie de la reproduction, et également sur les méthodes d'étude de l'impact sanitaire de contaminants de l'environnement. Cinq familles de substances ont été choisies pour leur représentation dans les produits de grande consommation : bisphénol A, phtalates, composés polybromés ou retardateurs de flamme, composés perfluorés, parabènes. Une analyse de la littérature a également été réalisée pour chacune des familles de subs-